

Compte-rendu : première partie

DÉVELOPPER LE TRAVAIL DU COMMUN CONTRE LE CAPITALISME

Le 16 novembre 2016, avec Pascal NICOLAS-LE-STRAT

Christophe Nouhaud présente la soirée et l'intervenant.

Nous avons le plaisir d'accueillir Pascal Nicolas-le-Strat, sociologue, professeur en Sciences de L'Education à Paris VIII Saint-Denis. Ses thèmes de recherche sont les micro-politiques de création ou de résistance, les formes d'expérimentations politiques et sociales. Il est l'auteur d'une quinzaine d'ouvrages. La plupart sont disponibles sur internet, notamment sur son site. C'est un choix politique de rendre disponibles les travaux de recherche, on est au cœur du débat. Il travaille aussi sur les politiques du savoir et sur *Le travail du commun*, intitulé de son dernier ouvrage qui est sorti dans une nouvelle maison d'édition, les Éditions du commun, dont le catalogue démarre cette année. Il est également membre du comité de rédaction d'une revue de recherche universitaire, *Variations* et anime un blog *Le commun* dans lequel on trouve différentes contributions. C'est la mise en œuvre de l'idée d'un espace de débats en ligne.

Nous remercions également le syndicat Sud-éducation de nous avoir offert l'opportunité d'inviter Pascal Nicolas-Le Strat, ce dernier animant demain une journée sur Les communs, lors du stage annuel de ce syndicat au château de Ligoure. La question des communs, sujet de recherche de notre invité, est une thématique assez présente dans le discours médiatique. De nombreux ouvrages lui sont consacrés. On y traite notamment de l'accès à l'eau, aux biens communs appartenant à l'humanité entière. L'engagement auprès des biens communs est au cœur de nombreuses luttes sociales d'aujourd'hui, dans notre pays mais pas seulement. C'est notamment le phénomène en développement des ZAD (Notre-Dame-des-Landes, Sivens...). Cette question est aussi au centre d'une série d'expérimentations sociales avec à la clé bien souvent l'idée d'une double critique : d'une part, la critique de l'Etat censé être démocratique, mais qui très souvent nous dépossède d'un certain nombre de choses et, d'autre part, la critique du marché et de ce mouvement d'omni-marchandisation, de conquête par le marché de toute une série d'espaces d'où il était absent jusqu'à présent.

Pascal Nicolas-Le Strat dit que « le commun sera politique ou ne sera pas, sera rebelle ou ne sera pas ; qu'il sera coopération ou ne sera pas ».

Avec comme intitulé de la soirée, « *le commun constitue-t-il un outil de combat contre le capitalisme ?* » nous ouvrons le débat en élargissant la question.

Pascal Nicolas-Le Strat :

Je vous remercie pour votre invitation. Je vis l'ouvrage *Le travail du commun*, sorti il y a à peine un an, comme une forme d'expérimentation. Ce qui m'intéresse est de voir où il peut être reçu et en quoi il peut ou non alimenter des discussions. En tant qu'universitaire, il y a un risque car les universitaires aiment bien s'adresser à eux-mêmes. Nous avons des communautés de travail, c'est nécessaire, mais il est parfois important que nos travaux arrivent dans la vie toute simple, la vie militante, la vie du travail. C'est alors intéressant de voir comment des travaux en Sciences sociales peuvent ou non y trouver un écho. Débattre autour de ce livre, c'est mettre à l'épreuve une réflexion en sociologie, en philosophie politique.

Le questionnement est le suivant : est-ce que cette construction du commun, telle qu'on peut l'élaborer sur un plan sociologique, fait sens, s'articule avec des pratiques, vient caractériser des choses qui nous importent, qui peuvent nous intéresser ? Ou bien, est-ce qu'on est sur quelque chose d'artificiel, de désincarné ? Est-ce qu'autour du commun on a une élaboration, une pensée, une espérance qui vient armer, outiller ce qu'on a envie de faire, d'expérimenter ? Ou bien, est-ce que ce n'est pas le cas ? Évidemment, si je suis aussi actif sur ce débat, c'est que je pense qu'il y a, là, une opportunité, une ouverture. Si je suis aussi insistant sur la question du commun, c'est que je m'inquiète qu'on se fasse voler à nouveau, une notion, un idéal importants. On connaît la capacité de la société à capter les notions les plus diverses avec son système de communication. Elle les vide de leur sens pour mieux les agiter. Il s'agit donc de mettre ce commun à l'épreuve de

nos expériences, de nos pratiques. Que ce commun vienne dire à quoi il nous sert. Et ensuite réussir à l'élaborer au cœur des expériences qu'on engage et qui nous motivent, pour éviter qu'à nouveau on ait un idéal, une pensée, une expérience, une espérance qui se mette à tourner à vide.

Le débat de ce soir m'intéresse aussi à travers vos réactions car vos remarques permettront de mieux distinguer ce qui tient la route, aussi bien que les endroits où il faut se remettre à réfléchir ensemble. Bref, comment faire en sorte que cette idée du commun nous devienne commune et vienne outiller, renforcer un certain nombre d'expériences ? Voilà un petit peu l'état d'esprit qui est le mien.

L'ouvrage sort dans une petite maison d'édition lancée par un jeune chercheur. Il y a là un acte fort de sa part. L'économie du livre en Sciences sociales n'est pas si facile. Nous avons besoin d'expériences comme celle de cette petite maison d'édition. Il faut multiplier les supports, multiplier les possibles pour que les travaux de recherche arrivent à circuler, à rencontrer un certain nombre d'interlocuteurs. J'ai d'autant plus de plaisir à appuyer ce livre qu'il y a derrière lui une dynamique collective, une coopération qui est en place autour de cette maison d'édition.

A nouveau, Le principe espérance

J'ai envie de développer l'intitulé de cette soirée (« en quoi le commun peut-il outiller notre engagement anticapitaliste ? ») en renouant avec cette très belle formule d'Ernst Bloch qu'est *Le principe espérance*. L'idée n'est pas de chercher à tout prix du positif dans un contexte extrêmement dur et difficile, c'est plutôt essayer de se réapproprier ce principe espérance et de voir comment il peut vivre à nouveau. Et surtout, dans quels endroits, dans quels types d'expériences ce principe peut se réengager et à nouveau alimenter nos espoirs et nos pratiques. Le commun, me semble-t-il, c'est à la fois des réalisations et réengager un espoir. Être amenés ensemble à réfléchir sur les modalités contemporaines de réengagement de l'espoir de cette vie nouvelle qu'on peut accorder à ce *principe espérance*.

Dans la conjoncture actuelle, nous rencontrons deux obstacles majeurs, deux adversaires puissants. Le premier, le marché, vis-à-vis duquel on est assez à l'aise : beaucoup d'analyses ont été écrites sur les logiques de marché, la marchandisation. Depuis longtemps on est en résistance et en offensive là-dessus. Deuxièmement, je pense qu'on se situe à une fin de cycle, celle de la forme institutionnelle du politique : la forme étatique. Pendant longtemps, on a pu penser que cette forme institutionnelle (l'Etat, les services publics, les politiques publiques) pouvait être protectrice. On a longtemps pensé, et certaines de nos luttes se sont engagées dans ce sens-là, que les politiques publiques, les services publics pouvaient être le lieu permettant de protéger un certain nombre d'acquis, un bien-être de vie, etc. Au plan historique, la forme institutionnelle de l'Etat a permis de développer des services qui ont été décisifs en termes de soin, de culture, d'éducation, etc. On se rend compte aujourd'hui de l'épuisement de ce modèle. À partir de là on peut faire une lecture historique du service public, des politiques publiques, et dire que cette forme institutionnelle de l'Etat a été protectrice mais a aussi été une dépossession.

L'histoire, qui est faite du point de vue de l'institution, oublie le fait que ces grandes avancées se sont faites à partir des luttes ouvrières, des mouvements sociaux. C'est à partir de la capacité des ouvriers, mais aussi de celle des femmes, dans leurs luttes pour faire émerger ces protections, que progressivement ces avancées se sont installées dans le paysage. Historiquement il s'est peut être passé là quelque chose où, dans le cadre de nos luttes (là je mets un « nous » qui réapproprie une trajectoire historique) on s'est laissé déposséder de la forme institutionnelle. Les luttes ont permis de créer les rapports de force, ont eu la créativité permettant de faire émerger ces idées tout à fait essentielles de l'accès à l'éducation, à la santé, etc., là le XX^e siècle rate peut-être politiquement quelque chose. Ainsi, la forme institutionnelle a été laissée complètement à l'initiative de l'Etat, lequel, dans sa propre logique, s'est progressivement éloigné de nos expériences et d'un contrôle démocratique qu'on aurait pu avoir. Je crois qu'aujourd'hui on est obligé de faire un retour critique sur cette forme institutionnelle du service public et de l'Etat. Dire historiquement à la fois sa contribution et cette dépossession.

Dans cette fin de cycle, celui de l'épuisement des services publics et des politiques publiques, il y a quelque chose qui pourrait se réengager, une réappropriation qui pourrait se faire. Nous pouvons peut-être renouer avec une trajectoire historique, celle des luttes qui ont permis de faire émerger ces services, ces besoins (culture, éducation, santé ...) mais en évitant de se laisser déposséder de la forme institutionnelle. C'est-à-dire, continuer à défendre l'accès à l'éducation, à la santé, mais faire en sorte que la forme institutionnelle dans laquelle s'inscrit l'éducation... reste sous

contrôle démocratique, entre nos mains au sens de « nous », collectif politique.

Je pense que la question du commun arrive à cet endroit-là, autour de ce double enjeu : le commun contre les logiques d'appropriation privatives, contre le capitalisme prédateur qui transforme tout en marchandises et en valorisation marchande. Mais aussi le commun qui vient réattester l'importance de l'éducation, de la culture, du soin... tout en faisant en sorte que la forme institutionnelle reste entre nos mains, reste dans des logiques d'appropriation. Ainsi s'agit-il de trouver la forme démocratique, la forme de coopération qui permette que soins, santé... se développent dans des conditions qui ne soient pas bureaucratiques, de pression budgétaire etc. Le commun nous donne une double grille de lecture, un rapport critique au marché, d'une part, et un rapport critique à l'Etat, d'autre part. Mais politiquement je crois qu'on n'est pas aussi à l'aise d'un point de vue que de l'autre. Ainsi pendant longtemps du point de vue du rapport au politique et au service public, on pouvait être en difficulté pour engager une critique tout aussi sévère, d'égale portée que celle appliquée au marché.

La triple dynamique du commun

Pour tenir la notion de « commun » dans toute sa portée politique, il faut lui donner son ampleur. Je considère qu'il y a commun à partir du moment où un collectif, une communauté, une collégialité, c'est-à-dire un ensemble de personnes concernées souhaite, désire qu'un bien, qu'une ressource soit administrée, gérée dans des termes radicalement démocratiques. On distingue trois étapes du commun :

Il s'agit d'abord des personnes concernées : comment ces personnes s'assemblent, comment le cadre collectif va s'établir, comment cette communauté de référence, cette communauté politique arrive à se constituer ? Le deuxième aspect est celui du bien, de la ressource en question (c'est important de prendre le temps de réfléchir sur cette dimension). Le troisième temps est relatif à une forme institutionnelle en concordance, en adéquation avec les idéaux des personnes, avec les attentes qu'elles ont par rapport à ce bien et à cette ressource.

Pour moi, le commun se constitue effectivement dans cette triple dynamique, ces 3 défis qu'il faut réussir à tenir dans un seul engagement à la fois pratique et politique.

Le premier défi est d'arriver à repenser nos formes d'organisation collective.

Comment réussir à s'assembler ? Nous savons que c'est difficile au regard du fonctionnement de la société, de nos institutions, y compris les institutions de service public. Je dois dire que, pour être très présent en tant que chercheur auprès de nombreux collectifs qui émergent depuis des années, j'observe une réflexion, une attention sur la qualité du collectif qui n'existaient pas à l'époque de mes jeunes années militantes. Nous avons alors des constructions collectives organisationnelles assez sommaires qui pouvaient parfois être assez violentes. Nous connaissons aujourd'hui des expériences collectives beaucoup plus attentives, plus préoccupées de la façon dont on se rapporte les uns aux autres, de l'équité dans les formes de prise de parole, etc. Donc une interrogation, un défi concernant les formes collectives dans leur construction interne : comment on se rapporte les uns aux autres, comment on arrive à interagir, à entrer en discussion ? Mais aussi interrogation dans les formes de délimitation des collectifs, avec en conséquence des collectifs moins unifiés, moins identitaires ; des collectifs dans lesquels on peut s'engager tout en gardant une liberté singulière. Je crois que nous partageons cette préoccupation d'être à la fois engagé dans des vies collectives et en même temps, de conserver, préserver ce qui fait une singularité, ce qui fait un peu nos préférences, nos attentes. Nous avons des collectifs qui doivent à la fois être consistants et permettre des effets de différenciation. Donc le commun, parce qu'il doit être porté par des personnes concernées, parce qu'il appelle une collégialité, nous invite, nous incite à réfléchir à nos façons de nous rapporter les uns aux autres, de nous assembler. Il y a là vraiment un défi parce qu'on sait la difficulté d'arriver à travailler et à vivre collectivement, à faire en sorte que ça se passe dans des rapports plutôt égalitaires, en respect des libertés réciproques.

Deuxième aspect : ce commun va impliquer un bien ou une ressource.

Là, je vais opérer un déplacement. Pour moi, la notion de bien est trop étroite, trop délimitée, au risque d'être très facilement rattrapée par une logique de marchandisation. Je laisse la notion de bien et vais élargir vers la notion de ressource qui me paraît plus fluide, plus riche. Et au final, dans mes travaux, je préfère parler d'*expérience*. L'eau, c'est une expérience, mais pour les industries prédatrices qui font de la rentabilité sur l'eau, c'est un bien. Pour des populations, c'est une ressource dans un sens de gestion de service public. Je pense qu'il faut oser politiquement

aller au-delà et considérer que l'eau est avant tout une expérience, une expérience de vie quant à notre rapport au corps, au bien-être, à l'alimentation.

Si on en arrive effectivement jusqu'à la dimension de l'expérience, on donnera toute sa richesse et toute sa portée à la notion du commun. Si on reste fermement sur ce terrain d'une expérience, les logiques d'appropriation privatives se réaliseront probablement plus difficilement. Parce qu'on met beaucoup de choses dans l'expérience : il y a de l'interaction avec les autres, de la vie, du désir. Et tout cela ne devient pas si facilement une marchandise. L'air, c'est aussi une expérience ; il-elle peut être constitué-e ou non en commun. Constituer l'air en commun, c'est faire en sorte que l'état de dégradation de l'environnement, la pollution ne frappent pas d'une manière aussi violente et aussi inégalitaire qu'aujourd'hui. Il s'agit donc de refaire de l'air une expérience commune. Le savoir est également avant tout une expérience. C'est une expérience de pensée, une expérience dans le rapport au monde. Savoir, c'est, tout à coup regarder, porter une attention différente sur l'existence. C'est donc fondamentalement de l'ordre d'une expérience. C'est la raison pour laquelle je ne pense pas que le savoir au sens strict soit un bien. Cela ne suffit pas de dire que le savoir est une ressource, vision trop utilitariste (il faut que cela serve). Je crois qu'avant de servir, le savoir est une expérience. Une semence paysanne, c'est avant tout aussi une expérience. Elle incorpore une multiplicité d'expériences portées par la pratique paysanne qui fait que progressivement dans cette semence s'actualise, vit cette somme d'expériences. Dans cette semence s'actualise aussi une expérience de consommer différemment, de s'alimenter différemment. Et à nouveau, si on réduit la semence à un bien, les industries semencières et autres pourront se le réapproprier et la capter. Pour moi, l'idée de ressource ne suffit pas. Elle offre le risque d'offrir une vision trop instrumentale, trop utilitariste et au bout du compte celle du productivisme. En faire une expérience ouvre la perspective. C'est l'opportunité de faire converger l'expérience du paysan et la mienne en tant que consommateur du produit. Il se passe des choses extrêmement différentes sur le plan politique si cette semence est traitée comme un bien industrialisable, si elle est considérée comme une ressource ou si on l'appréhende comme une expérience. Ce déplacement sur le terrain de l'expérience, me semble important et intéressant de ce point de vue là.

Troisième aspect, la forme démocratique pour que cet ensemble arrive à évoluer positivement.

Il s'agit d'un autre défi. Nous avons bien conscience de la limite des formes politiques institutionnelles existantes, inaptées à faire émerger de nouvelles formes, de nouvelles pratiques. Nous avons conscience de l'épuisement de la forme représentative, à quel point elle ne suffit pas pour répondre à nos attentes, à nos revendications.

Arrêtons-nous sur la démarche participative. Elle permet à chacun de s'exprimer à partir de son ressenti, de son point de vue. C'est, selon moi une avancée, indépendamment des manipulations et du caractère toujours très restreint des logiques de participation. Mais il y a avancée parce qu'on quitte le caractère abstrait du citoyen appelé à voter de temps en temps, citoyen à qui on porte un minimum d'attention en ce qui concerne son avis, ses opinions. Mais je pense qu'il faut aller plus loin.

Ainsi, se dessine une troisième étape dans la démocratie qui est une démocratie contributive. A cette étape, nous sommes en capacité de nous exprimer à partir des expériences que nous engageons. C'est-à-dire, faire prévaloir véritablement ce que nous sommes en train de réaliser, de construire à l'échelle de nos villes, de nos institutions de travail. Si quelque chose frappe dur dans la société d'aujourd'hui, c'est bien cet effet de déconsidération, ce manque de reconnaissance pour ce qui est fait. Il y a quantités d'associations, de militants, dans les quartiers qui font des choses tout à fait remarquables et ne trouvent pas l'expression démocratique permettant de poser leurs pratiques dans l'espace public, de les débattre et les controverser. Pour moi, le commun est tout à fait associé à de la controverse, à du débat. Il s'agit d'être créatif sur les formes institutionnelles et pourquoi pas utiliser la démocratie participative quand c'est opérant et opportun, même si cela ne favorise qu'une expression a minima. Avec la démocratie contributive, on s'exprime à partir de ce qui est réalisé ; il y a une reconnaissance sur ce qui est réalisé.

Une dernière étape reste à franchir : essayer d'aller vers une démocratie des communs au sens d'une démocratie de toutes ces expériences. Nous nous cantonnons trop dans une démocratie qui ne concerne et n'intéresse que les individus. Il faut un modèle démocratique qui s'intéresse et qui intéresse les expériences, les communs, en tant que tels. Il faut alors trouver une forme démocratique d'espace public dans lequel les différentes expériences collectives de commun puissent interagir, se confronter, être débattues. C'est le point critique, l'élément qui manque

aujourd'hui. Quand on porte un regard un peu attentif sur les territoires, on se rend compte de la richesse des expériences engagées, des communs qui sont à l'œuvre mais on sent que ce qui manque c'est à nouveau cette forme institutionnelle, cet espace dans lequel ces différentes expériences de commun interagissent. Il faut faire en sorte que les expériences de commun discutent entre elles, que des controverses émergent. Il s'agit de faire un grand retour au débat, à la confrontation démocratique au cœur même des expériences qu'on est en train de conduire.

Le défi démocratique est une épreuve qu'on désire, dans laquelle on s'engage, qui interpelle nos façons de nous assembler, la manière dont on se rapporte aux ressources et aux expériences. Le marché est quant à lui, une manière vulgaire de se rapporter aux ressources et aux expériences, de les traiter à minima sur un mode productiviste et de rentabilité. L'Etat, la politique publique aujourd'hui, est une manière trop pauvre, trop sommaire de se rapporter aux expériences et aux ressources. Il s'agit donc de trouver une forme démocratique pour nous rapporter à nos expériences et à nos ressources d'une manière créative, vivante qui corresponde à nos aspirations. Il s'agit d'un défi démocratique large et complexe. Pour autant, l'idée n'est pas d'attendre un modèle parfait qui n'existe pas. Ce serait une erreur. Nous nous intimiderions nous-mêmes en raisonnant comme cela. Il s'agit de se dire qu'on engage des expériences en commun et que ces expériences font progressivement venir au jour l'ensemble de ces questions. Il s'agit d'avoir à nouveau confiance politiquement ensemble, d'aller vers la difficulté de ces questions de « démocratie des communs » sans se décourager.

Les paroles des choses, des techniques, des expériences...

Le dernier point sur lequel je voudrais revenir, et qui est sans doute un des grands impensés de la pensée critique, est la place que l'on accorde aux choses, aux techniques, aux biens, aux expériences. Vous allez être étonnés : j'ai un imaginaire sociologique qui fait que cette semence paysanne, il faut qu'elle puisse prendre la parole. Comment faire démocratiquement pour qu'elle nous parle ? Car elle a des choses à nous dire. Elle nous dit qu'elle ne veut pas être traitée à la manière de l'industrie semencière. Comment faire en sorte qu'elle puisse se faire entendre sur un plan démocratique ? A partir de là, on a 2 modèles. Un modèle techniciste qui considère que c'est aux experts de parler, de dire ce qui est souhaitable pour la terre, le climat. De mon point de vue, celui de la démocratie radicale, il ne faut surtout pas confier aux experts cette fonction de porte-parole de la terre, du climat, de la semence paysanne. Il faut au contraire et pour une raison fondamentale la confier à des néophytes. La force politique de ceux qui ne connaissent pas, (des ignorants) est de poser des questions, de devoir aller vers la connaissance, la compréhension. Ainsi, il faut des citoyens pour s'intéresser aux semences paysannes : des ignorants qui vont essayer de comprendre ce que cette semence peut vouloir nous dire. Il ne s'agit pas non plus d'exclure les spécialistes, mais de les faire venir à partir du moment où la construction politique et démocratique a pu se faire. Quand, en tant que néophyte, ou collectif de néophytes, je réussis à poser un certain nombre de questions à cette semence paysanne, l'apport des paysans eux-mêmes, des ingénieurs, seront par la suite intéressants car cette contribution sera placée dans une construction politique. L'autre exemple que j'ai en tête concerne, autour de Paris, une petite ceinture de voies ferrées laissée un peu à l'abandon. La SNCF ne veut pas pour autant abandonner les installations. Il y a des talus. Dans une logique de spéculation immobilière, si l'on confie au privé ces talus, on connaît la capacité et la manière de ces entreprises à « valoriser » le foncier en plein Paris. Si on confie ces terrains classiquement aux politiques publiques urbaines, nous allons avoir un espace de jeux pour enfants dans des normes de sécurité draconiennes et dans une esthétique qu'on retrouve un peu partout, ainsi qu'un aménagement paysager. Si on confie ces talus à une expérience commune, si on le pense en termes de commun, on a une complication mais c'est beaucoup plus amusant. On va avoir des tas d'envies, d'expériences et de multiples choses différenciées. Avec des effets d'échelle. C'est-à-dire, comment ces talus deviennent un commun pour le voisinage et comment ils restent un commun à l'échelle de la métropole, parce celui qui habite Saint-Denis a aussi envie de s'y balader. Il ne s'agit pas d'avoir une réponse à cette question mais de créer le lieu démocratique où la confrontation, la controverse pourront avoir lieu. Il s'agit à cet endroit-là d'entrer en discussion du point de vue de la construction d'un commun qui puisse à la fois répondre à des aspirations de proximité et à d'autres qui relèvent d'une métropole. Et à nouveau, il faut que ce talus puisse parler, qu'il ait quelque chose à dire. Donc surtout ne le confier ni à des paysagistes, ni à des sociologues. C'est-à-dire écouter des citoyens préoccupés qui à un moment donné s'intéressent à cet espace. Et que cet espace vienne

nous dire des choses du point de vue des plantes qui y sont installées, des animaux, des pratiques. On va découvrir alors que ces espaces ne sont pas désertés.

En conclusion

Construite le commun, c'est faire en sorte que ces ressources qu'on souhaite partager, trouvent une place démocratique et puissent être entendues dans notre société. On se construit en tant qu'humanité entre humains et on se construit en humanité avec énormément d'artifices, de techniques, d'objets, de ressources, de savoirs, de cultures, auxquels il faut donner une place démocratique. Cette dimension n'est pas souvent présente dans les luttes antérieures. Au final, rien n'est prédestiné à faire commun. L'eau n'est pas destinée à faire commun, on le sait bien puisqu'elle est privatisée, marchandisée. Ce qui veut dire qu'à l'inverse tout a vocation à faire commun, à condition que des personnes assemblées aient ce désir et cette force et qu'on arrive à construire les formes institutionnelles, démocratiques pour que ça puisse fonctionner en termes de commun. On a là un motif politique très large, très ouvert et c'est en cela qu'il est porteur d'un principe espérance.

Nous avons peut-être là un motif politique qui assure une grande transversalité, qui peut s'engager dans le cadre de l'école, des coopérations de travail, du milieu urbain, etc. Trouver des transversalités me paraît une dimension importante.

Cinq questions sur les communs à mettre en débat

A partir de là, je vais essayer d'ouvrir un certain nombre de débats. Des questions difficiles se posent lorsque l'on est sur la question du commun.

Ce que j'appelle le commun oppositionnel, le commun critique.

Il faut réussir cette prouesse de réaliser, de *faire* (on fait cette expérience de l'eau, de la semence, de l'espace urbain) et en même temps *être dans le rapport critique*. Il s'agit en somme d'avoir toujours une dynamique à double détente avec l'aspect en positivité « je fais, je coopère, je produis des savoirs, des biens manufacturés, de la culture, etc. » et en même temps tenir le rapport critique en regard des logiques du marché, et aussi des logiques trop abstraites, trop désincarnées des politiques publiques.

On a donc autour du commun un pari difficile. Mais on peut se dire, au regard de l'expérience du XX^e siècle et de l'évolution du capitalisme, que pour tenir ce rapport critique au capitalisme qui a une capacité à poursuivre, à dépasser, à s'approprier, il faut faire venir cette force-là, cette force des expériences, des réalisations, des coopérations. La question qui vraiment me préoccupe est : qu'arrive-t-on à mettre qui fasse radicalement différence ? Les manifestes avant-gardistes du XX^e siècle ne suffisent pas. La puissance des mots, des idées ne suffisent plus. Il faut mettre tout ça et en plus ces nouvelles réalités qu'on souhaite construire.

Derrière l'idée du commun, il y a cette force de l'expérimentation. On fait et c'est ce faire qui à la fois nous conforte dans l'idée qu'il y a un possible et qui en même temps introduit cet élément qui porte le rapport critique.

Deux risques surviennent alors : quand on crée une expérience intéressante, le risque est de se replier, de s'en satisfaire, de céder par rapport à une compréhension d'ensemble de la société. L'autre risque, hérité du XX^e siècle, est de rester focalisé dans le conflit, dans l'antagonisme avec le capitalisme et j'ai envie de dire : il ne demande que ça. Ce conflit capte et épuise notre énergie. Il faut éviter que notre énergie soit exclusivement captée par ce rapport de forces pourtant indispensable, mais se développe dans des choses à créer, à constituer.

Renouer ou nouer notre capacité à autoconstituer.

On a pu l'appeler antérieurement autogestion. C'est-à-dire, lorsqu'on est assemblé, prendre la mesure de cette puissance dont nous disposons collectivement qui est d'autoconstituer ce qui nous est nécessaire et de le faire dans ce rapport critique. Je crois qu'il y a là un effet générationnel et pas seulement un effet d'âge. J'observe, comme sociologue, que les jeunes générations assument fortement cette capacité d'autoconstitution. Nombre de jeunes aujourd'hui, en situation de grande précarité, développent des capacités à faire, des formes de mutualisation,

de réciprocité. Ils autoconstituent des petits réseaux économiques, des réseaux de solidarité qui permettent de tenir. On a là une génération qui ne renonce pas à ses revendications (elle s'est mobilisée contre la loi travail) mais qui en même temps sur le terrain de la précarité développe des formes de solidarité, de coopération qui fait qu'on n'est plus seul à encaisser dans la souffrance cette précarité, mais collectivement on essaie d'avancer. Un de mes grands regrets par rapport aux années 1990 a été les tentatives de maisons de chômeurs qui me paraissaient l'émergence d'un commun. Nous n'avons pas réussi à tenir cet enjeu politique majeur. Je ne veux pas dire que c'est sur le terrain de la pauvreté et de la précarité qu'on est créatif. Mais sur ce terrain-là on autoconstitue des formes de solidarité et des coopérations indispensables pour une chose essentielle : ne pas se retrouver seul face à la logique du marché du travail ni seul face à la logique de la puissance publique, qui n'est pas aujourd'hui une logique d'appui et de soutien. Cette capacité d'autoconstitution, on la trouve très active dans les formes contemporaines de luttes. On ne peut pas comprendre Notre-Dame-des-Landes (NDDL) sans prendre la mesure de la capacité de la génération actuelle d'autoconstituer en permanence tout ce qui lui permet de tenir. NDDL est à la fois un lieu de fixation dans un rapport de force, un imaginaire y compris dans ce qu'il a d'initiatique (tous les jeunes que je connais doivent passer par NDDL) et NDDL constitue un espace de vie. On ne peut pas comprendre les expériences de « Nuit Debout » si on ne prend pas en compte cette capacité d'autoconstitution. La capacité d'autoconstitution dans les mouvements actuels est assez exemplaire et passionnante

Etre aujourd'hui plus fortement dans le moment présent.

Le capitalisme en permanence accélère pour nous empêcher d'être dans ce moment présent. Il faut pourtant être dans ce moment présent, l'étendre et engager nos revendications tout en renouant avec les antériorités, faire venir la question de l'histoire. Le capitalisme réussit à nous priver de ce moment présent. Dans mon institution, l'université, la logique est de nous faire courir, de nous empêcher de nous poser. A l'inverse, il nous faut réengager le moment présent, contemporain, pour justement réengager l'histoire. Eviter de fuir vers la suite, avant même d'avoir réussi à poser les conditions du présent, donc les conditions des antériorités, de l'histoire. Pour le dire rapidement, au XX^e siècle tous les grands manifestes des avant-gardes déclaraient : « voilà ce que sera la libération et l'émancipation : à partir de là, on mobilise le présent ». En revanche, dans les luttes aujourd'hui on engage le présent, on l'autoconstitue dans les formes de commun qui sont nécessaires pour faire murer des processus, des possibles, pour faire en sorte que l'advenir émerge, s'élabore.

Un grand classique : les changements d'échelle.

De mon point de vue, un commun est toujours situé, contextualisé, rapporté à une collégialité parce que lié à une expérience. Alors, comment le commun peut-il s'étendre, s'élargir, changer d'échelle ? Il n'y a pas de recette, c'est une question d'imaginaire politique, historique. Il me semble qu'il peut y avoir un effet de montée en puissance des communs par la capacité de ceux-ci à interagir du point de vue latéral, c'est à dire d'étendre, de tisser, de mailler en évitant de rentrer trop rapidement dans une logique de verticalisation.

Il n'est pas souhaitable de généraliser trop vite au risque de désincarner et de faire à nouveau comme la forme étatique, comme les formes institutionnelles. Il s'agit de rester très en prise avec les contextes et faire en sorte de latéraliser, c'est-à-dire créer les conditions pour que ça se confronte à l'échelle des territoires. Il y a là une montée en puissance par effet de latéralisation. Dans le cadre de ma pratique professionnelle, quand j'engage des expériences en termes de commun, je suis dans cette profonde conviction de confiance au collectif, sachant de manière diffuse que des tas d'autres sont en train de s'engager de la même façon. C'est renouer avec cette confiance ouvrière qui a été fondamentale dans les luttes. Quand les ouvriers engageaient la lutte dans leur entreprise, c'était toujours d'une manière située et circonstancielle et en même temps avec cette conscience que d'autres ouvriers étaient en train d'engager des luttes similaires ailleurs. Je pense qu'on peut faire le même pari de la démultiplication, avec la difficulté qu'on ne maîtrise pas, qu'on n'a pas une compréhension d'ensemble. C'est déroutant. C'est pour cela que je parle de conviction et de confiance dans nos dynamiques collectives et dans l'Histoire.

La question des communs amène à un autre rapport à l'Histoire.

Nous héritons du XX^e siècle avec une histoire. Je pense quant à moi qu'il y a eu plusieurs histoires. Car il y a toujours une histoire d'un point de vue dominant, très institutionnel (l'histoire de la protection sociale, de l'éducation...) de l'Etat qui aurait... Et Non ! C'est une toute autre histoire, celle des luttes. Je crois qu'aujourd'hui, dans le mouvement historique, on a une pluralité d'histoires et qu'il faut avoir confiance dans cet effet de différenciation, de pluralisation. On a une histoire qui est en train de s'écrire, l'histoire d'une catastrophe, celle de ce capitalisme qui se régénère en permanence sur nos souffrances. Pour autant, ce n'est pas la seule histoire. Il y a une histoire des luttes. Nous avons sans doute un défi à relever, nécessaire, celui de porter considération à ces multiples histoires qui sont au travail, qui pèsent sur ce mouvement d'ensemble de la société et que chaque commun tisse, traçant un petit bout de cette histoire. Cela nous impose des obligations. J'attire toujours l'attention des collectifs : « faites récit de vos expériences, donnez à connaître vos expériences, écrivez. Si vous ne prenez pas la parole à propos de vos expériences, personne d'autre ne va le faire, et certainement pas l'histoire dominante ou les universitaires ». Il faut renouer avec les récits. Nous avons déserté en entérinant l'échec de certains grands récits mobilisateurs du X^e siècle. Pourtant, les grandes mobilisations ouvrières, les mouvements de libération nationale ont produit de sacrées choses en termes de conditions de vie. Ces grands récits ont eu leur raison d'être historique. Nous n'avons plus ce type de grand récit aujourd'hui et « le commun » ne doit pas le devenir. Le commun doit rester multiple, d'où l'attention qu'on doit porter à ces histoires différenciées, multiples et l'effort que l'on doit faire de les restituer, de les parler, de les partager.